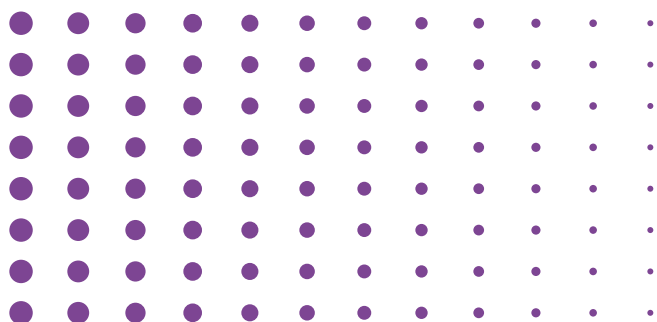


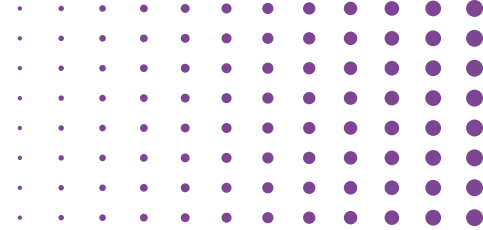
Budget 2021



Discours du maire

Le 8 décembre 2020
Seul le texte prononcé fait foi





Gatineau progresse, sur tous les fronts

Bonsoir,

Nous adoptons ce soir le budget 2021 de la Ville de Gatineau. C'est l'aboutissement d'un processus de plusieurs mois et je tiens d'abord à saluer la contribution de toutes celles et de tous ceux qui y ont participé, de près ou de loin, et ce, dans tout l'appareil municipal. Je veux remercier particulièrement les élus et les élues, la direction générale et le Service des finances.

Cet exercice déjà exigeant en temps normal s'est fait lui aussi dans des conditions particulières, pandémie oblige. Nos façons de travailler ont dû être adaptées et les répercussions financières de la crise ont ajouté une couche supplémentaire de complexité au processus budgétaire, j'y reviendrai tantôt.

Néanmoins, nous atteignons l'objectif de brillante façon avec le dernier budget de ce conseil municipal, budget avec lequel nous poursuivons la concrétisation de la vision que nous nous étions donnée en début de mandat. Encore plus forte cette année, Gatineau est présente sur tous les fronts pour défendre les intérêts des gens de chez nous, comme elle l'a été depuis le début de cette pandémie et comme elle l'a été pendant chacune des crises des dernières années. Le rôle de la Ville, des villes, comme outil collectif indispensable, se manifeste dans plusieurs domaines, peut-être plus que jamais : lutte aux inégalités, lutte aux changements climatiques, développement économique, rattrapage avec nos infrastructures, gestion de crises et j'en passe.

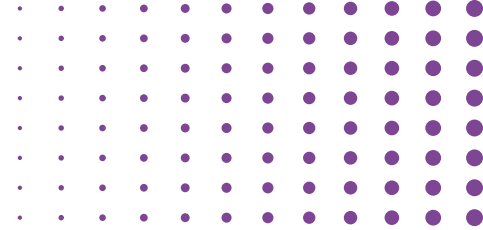
Comme l'exigent nos principes de transparence, et malgré les aléas technologiques, la semaine d'étude du budget s'est tenue en public du 9 au 12 novembre derniers. Les discussions à distance n'ont pas empêché la tenue de plusieurs débats de fond sur les choix à faire. Comme chaque année, la semaine du budget

a aussi été une occasion exceptionnelle pour la population et les médias de plonger au cœur des rouages municipaux, de mieux comprendre les enjeux et leurs solutions, et de se faire une opinion éclairée sur la santé financière de notre Ville.

Je tiens à remercier les membres du Comité exécutif, M^{me} Amyot, M. Chagnon et M. Lanthier, qui ont été sollicités tout au long du processus budgétaire. Je veux remercier particulièrement le président, M. Tessier, qui a encore piloté les démarches avec l'ensemble des élus et a joué un rôle central dans l'élaboration du budget.

Depuis quelques années, des changements importants ont été apportés au processus budgétaire, essentiellement pour augmenter la capacité d'influence des élus, et ce, loin en amont. Les améliorations apportées clarifient les moments où ils peuvent intervenir et leurs demandes budgétaires font partie des premières discussions sur l'élaboration du budget. Malgré les défis logistiques imposés par la pandémie, ce travail de raffinement s'est poursuivi cette année et je pense que cette amélioration significative du processus budgétaire sera un des legs importants de ce conseil municipal en matière de démocratie municipale.

Le budget que nous adoptons est équilibré, et cette année encore, nous pouvons répéter qu'il est fidèle à notre principe de prudence, notamment dans le contexte d'une pandémie où nous ne savons pas ce que l'an prochain nous réserve. L'aide gouvernementale reçue, une aide cruciale, nous permet de maintenir nos investissements dans une série de secteurs stratégiques et d'ainsi continuer à faire progresser Gatineau tout en stimulant son économie.



La pandémie, une autre crise majeure pour Gatineau

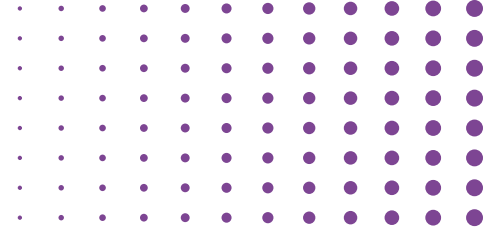
Dans les derniers mois, tout l'appareil a été au front pour faire face à la pandémie. Au-delà des bouleversements dans nos façons de travailler, la pandémie a eu des répercussions financières importantes.

Toutefois, en plus du travail nécessaire pour boucler le budget de l'année en cours, nous avons été capables de documenter rapidement et précisément les répercussions financières réelles et prévisibles de la pandémie chez nous, à la Ville comme à la STO, pour cette année ainsi que pour l'année prochaine. Grâce à ce travail rigoureux, j'étais bien équipé pour défendre nos intérêts avec mes collègues des caucus des maires des grandes villes de l'UMQ et de la FCM auprès des gouvernements fédéral et québécois. Nous avons eu de nombreux échanges avec des ministres québécois et canadiens pour demander des programmes d'aide aux personnes, aux entreprises et aux villes. Nous avons eu de grands succès. C'est dans des moments comme celui que nous traversons que se révèle l'utilité d'être une ville active dans des réseaux qui dépassent ses frontières, active dans les relations intergouvernementales. Grâce à cela, la métropole de l'ouest du Québec est écoutée.

Nous évaluons les répercussions financières de la pandémie à 17 millions de dollars pour l'année 2020 et à 9,6 millions pour 2021. Il faut évidemment prendre les estimations de 2021 avec la plus grande prudence, car nous ne savons pas ce que l'avenir nous réserve. L'appui non récurrent de 29,3 millions de dollars reçu des deux autres gouvernements nous permet d'éviter de tomber dans le piège des compressions – ce qui aurait été une erreur. Nous le savons, en temps de crise économique, les pouvoirs publics doivent

maintenir sinon augmenter leurs investissements afin de stimuler l'économie et de maintenir les services pour protéger les populations fragilisées. Nous avons aussi fait le choix prudent d'utiliser une première portion de l'aide gouvernementale pour boucler le budget de l'exercice en cours tandis que nous réservons les 14,7 millions de dollars restants pour 2021 – ce qui serait suffisant pour combler les pertes en fonction des projections actuelles. Je suis convaincu que nous faisons un choix responsable qui évitera un éventuel choc fiscal à la population gatinoise.

L'année 2020 n'est pas la première année difficile que nous traversons. Inondations en 2017, tornade en 2018, inondations en 2019, pandémie mondiale en 2020 : c'est une séquence assez terrible. Au-delà de la souffrance humaine vécue lors de chacun de ces épisodes, c'est, chaque fois, une quantité de travail importante qui s'ajoute sur les épaules de l'appareil municipal. Si la Ville n'est pas paralysée aujourd'hui par toutes ces crises et les bouleversements qu'elles ont entraînés, c'est en grande partie grâce au travail acharné des membres de notre fonction publique, et je les en remercie. Grâce à eux, nous pouvons progresser sur plusieurs fronts.



Lutte aux inégalités sociales

Sur le front des inégalités sociales, un domaine où les besoins étaient déjà criants mais qui ont été exacerbés par la pandémie, le budget 2021 donne l'occasion à Gatineau de poser des gestes déterminants. Nous investissons d'abord 385 000 dollars dans un programme permanent d'aide d'urgence aux ménages sans logis, une façon de structurer l'aide aux personnes plus démunies. Cet outil était devenu nécessaire dans le contexte de crise du logement que nous traversons, crise qui, loin de se résorber, continue de nous faire mal.

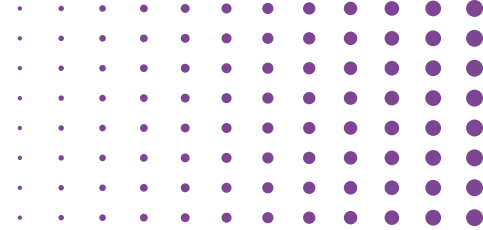
Nous franchissons aussi une étape historique en adoptant un premier cadre de référence municipal en itinérance. L'itinérance n'est pas sous la responsabilité directe des villes, mais nous avons un rôle à jouer, nous avons une part à faire. En adoptant ce cadre, et le plan d'action triennal qui l'accompagne, nous exerçons notre leadership sur notre territoire de façon très claire : nous forçons en quelque sorte l'ensemble des partenaires à mieux comprendre les rôles des uns et des autres, notamment ceux de la Ville et du CISSSO, et nous adaptons la structure municipale pour nous assurer de répondre efficacement à notre portion de la mission. Un investissement récurrent de 231 000 dollars permettra de concrétiser notre plan d'action, un plan de près de 700 000 dollars. Pour paraphraser Victor Hugo, je dirais qu'en matière d'extrême pauvreté, ne pas faire son possible, c'est ne pas faire son devoir. Avec ces décisions, nous faisons notre devoir.

Lutte aux changements climatiques

Sur le front de la lutte aux changements climatiques, nous continuons d'accentuer nos efforts. D'abord, nous augmentons nos actions pour réduire l'enfouissement de nos déchets, notamment en optimisant les heures d'ouverture des écocentres (180 000 \$), en raffinant les campagnes d'information afin de continuer à améliorer les pratiques de tri, et en confirmant que le nombre de collectes d'encombrants restera à huit (420 000 \$).

Il faut rappeler que les sites d'enfouissement de déchets coûtent cher et sont de très importants émetteurs de gaz à effet de serre. Les efforts que nous consentons toutes et tous pour modifier nos habitudes de tri et réduire la quantité de matières enfouies ont un effet direct sur nos émissions collectives de GES et nous font faire des économies.

Je voudrais aussi mettre en lumière un investissement annuel considérable, qui est désormais, en quelque sorte, tenu pour acquis à Gatineau, puisqu'il est devenu un quasi-automatisme au fil des dernières années. Cet investissement important nous distingue de plusieurs autres grandes villes, je parle bien sûr de l'augmentation encore cette année de 3 millions de dollars de la quote-part que la Ville verse à la STO, quote-part qui passera ainsi à 71,6 millions en 2021. Peu de villes investissent autant... et nous avons des résultats impressionnants. Avant la pandémie, Gatineau était l'endroit au Canada qui enregistrait la plus forte augmentation de l'achalandage. C'est le résultat de plusieurs années d'investissements massifs car, nous le savons, en transport en commun, c'est l'offre qui détermine la demande. Pour continuer dans cette voie, nous travaillons d'arrache-pied avec le gouvernement du Québec pour convaincre le gouvernement fédéral de financer notre projet de tramway à l'ouest, un projet unique, audacieux, moderne et structurant – exactement ce dont nous avons besoin si nous voulons influencer dans le bon sens la lutte aux changements climatiques. Nous attendons la réponse du gouvernement fédéral avec impatience.



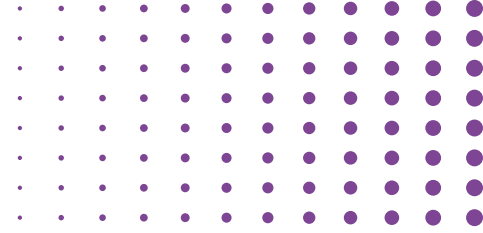
Catalyseur du développement économique

Sur le front du développement économique, la Ville demeure un puissant outil, un catalyseur important de développement. En plus d'augmenter nos investissements dans les infrastructures, j'y reviendrai, nous posons une série d'actions ciblées importantes :

- En finançant le nouveau plan stratégique 2021-2026, nous doublons nos investissements annuels au Secrétariat de développement économique pour un total de 5 millions de dollars sur cinq ans, en plus d'augmenter significativement des enveloppes comme le fonds d'opportunité et le fonds de soutien aux OBNL appuyant l'entrepreneuriat;
- Après être devenue, en octobre, la première ville au Québec à se doter d'une politique d'économie sociale, nous investissons 150 000 dollars annuellement pour en assurer le déploiement. C'est une force déjà présente à Gatineau sur laquelle nous souhaitons miser pour continuer à diversifier notre économie et la rendre plus résiliente. L'économie sociale est synonyme d'enracinement local, de propriété locale, d'objectifs collectifs. C'est un outil important pour bâtir une économie plus juste;
- Je prendrai l'exemple du financement de 25 000 dollars accordé au Marché du Plateau dans le budget de cette année pour illustrer le rôle stratégique de la Ville : c'est un investissement économique au sens propre, bien sûr, qui favorise l'achat local et des entreprises de chez nous. Mais c'est aussi un investissement dans la qualité de vie, dans la vie de quartier, dans une communauté : en rendant possibles des excursions agréables près de chez nous, ou près du travail, on ajoute du bonheur dans le quotidien des gens. Dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre, c'est un avantage comparatif incontournable;

- J'ajouterai finalement le fonds stratégique pour le rayonnement de Gatineau, une enveloppe mise sur pied l'an dernier, mais dont nous adoptons cette année le financement récurrent de 100 000 dollars. Les gens d'affaires et les citoyens nous demandent de faire connaître Gatineau, de contribuer à développer notre fierté et notre notoriété à l'extérieur de nos frontières. L'objectif de ce fonds est de saisir les occasions de rayonnement pour renforcer encore notre place comme métropole de l'ouest du Québec.

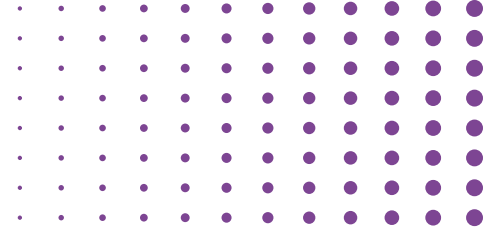
Malgré tous ces investissements et ceux des autres gouvernements, j'ajouterai que, malheureusement, pour le moment, la meilleure politique économique à adopter à court terme, c'est une politique sanitaire : il faut rester discipliné, il faut vaincre le virus. C'est à cette condition seulement que nous pourrions retrouver l'économie que nous avons il y a quelques mois, c'est-à-dire une économie qui roulait à plein régime.



Infrastructures : combler le gouffre

Sur le front du rattrapage à faire dans l'entretien des infrastructures, nous avons fait des progrès majeurs depuis plusieurs années. Les réformes ambitieuses apportées au Service des infrastructures portent fruit, puisque nous sommes cette année à 93 pour cent de réalisation de nos projets, une progression rassurante et encourageante. Nous avons entre autres mis en place des bilans annuels lors de l'étude du budget, de façon à pouvoir rendre des comptes sur l'état d'avancement des nombreux projets. La façon de faire a été raffinée au fil des ans, mais a été saluée cette année par bien des gens : je pense que nous arrivons à un outil précieux qui permet à tout le monde de suivre et de comprendre ce dossier qui continue d'accaparer la part du lion de nos investissements. Je veux saluer le travail du Service des infrastructures pour rendre compréhensibles ces données parfois arides.

Nous continuons, encore cette année, à déployer des efforts considérables dans des domaines comme le pavage où le rattrapage à faire est important. Et en plus d'augmenter encore davantage nos investissements, nous allons raffiner nos types d'intervention pour en augmenter l'efficacité, et tenter de briser le cycle de détérioration. Nos investissements annuels ont augmenté de 72 pour cent depuis 2013, pour passer de 16 à 27,4 millions de dollars chaque année, il faut que chaque dollar compte.



Front de la réforme fiscale

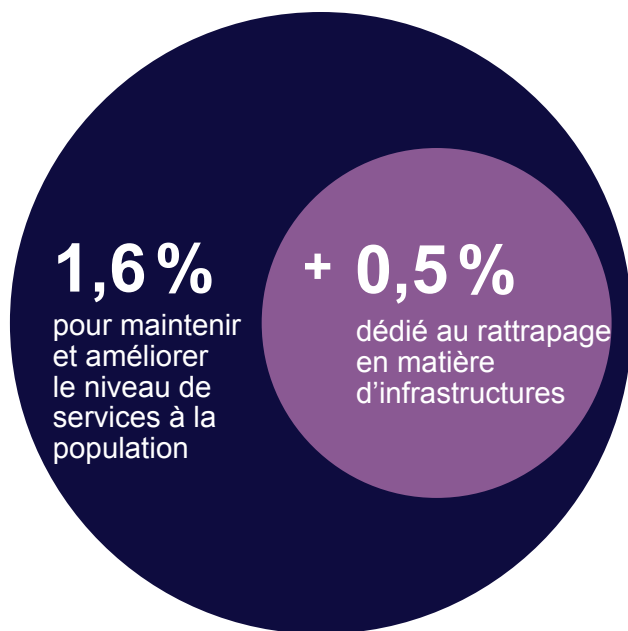
Depuis plusieurs années, nous travaillons à limiter le fardeau des contribuables fonciers tout en restant responsables face à l'avenir. Nos efforts nous permettent, pour la troisième année consécutive, de maintenir la hausse de taxes à son niveau le plus bas depuis 2005. L'augmentation de taxes est conforme aux orientations budgétaires fixées par le conseil municipal en début de mandat.

La tentation aurait pu être forte cette année de geler les taxes, en pointant du doigt la pandémie et, il faut bien se le dire, en pensant à l'année électorale qui vient. Ça aurait été trop facile. Du point de vue de la gestion, du point de vue du développement économique, du point de vue de l'intérêt collectif, ça aurait été une très mauvaise idée.

Le gain associé à un gel de taxes est marginal, on parle de cinq dollars par mois pour le compte résidentiel moyen. Pour la vaste majorité des comptes commerciaux, cela signifierait une économie de moins d'une cinquantaine de dollars par mois, alors que l'aide gouvernementale pour les commerces en difficulté – et ils ne le sont pas tous – s'élève déjà à plusieurs dizaines de milliers de dollars par mois. L'effet réel d'un gel de taxes aurait été symbolique.

Mais les conséquences financières d'une telle décision pour la Ville seraient très réelles. En gelant les taxes cette année, nous nous priverions de 11 millions de dollars par année, soit 110 millions sur 10 ans, et ainsi de suite! C'est cher payé pour une économie de 5 dollars par mois pour un citoyen. En fait, c'est exactement ce genre de raisonnement à courte vue qui explique l'état de nos infrastructures aujourd'hui. Les anciennes villes vantaient leurs faibles hausses de taxes et nous en payerons le prix encore longtemps.

Le débat sur le gel de taxes illustre aussi une différence dans notre conception même du rôle de l'élu. Ce n'est pas aux fonctionnaires d'établir une politique fiscale, de proposer des compressions, et même d'offrir des options. Que les élus qui veulent geler les taxes nous disent quels services ils couperont. C'est un choix politique pur et la population mérite mieux que des phrases creuses où l'on affirme, sans donner de détails, qu'on aurait pu faire autrement.



= 2,1 %

soit l'équivalent de 61 \$
pour une résidence
médiane de 256 000 \$

- +** 4,42 \$ pour le maintien
des quatre collectes
d'encombrants
supplémentaires et la
prolongation des heures
d'ouverture des écocentres

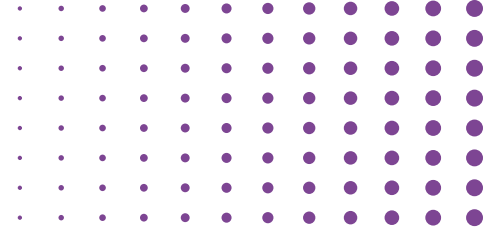
La taxe foncière augmentera donc de 1,6 pour cent pour les dépenses de fonctionnement, ce qui nous permet de maintenir notre offre de services. Pour continuer le rattrapage à faire dans l'entretien des infrastructures, nous maintenons la taxe dédiée à 1 pour cent composé de 0,5 pour cent en taxation et de 0,5 pour cent en emprunt. C'est une approche équilibrée rendue possible par notre gestion prudente et rigoureuse. Cette année, la hausse de taxes sera donc de 2,1 pour cent ce qui équivaut à 61 dollars pour un compte de taxes résidentielles médian (valeur foncière de 256 000 \$).

Nous poursuivons aussi nos efforts considérables pour diversifier les revenus des villes du Québec. Un premier plan de diversification, adopté en 2015, nous aura permis de mettre en place certaines mesures comme :

- Les modifications aux droits de mutation pour les transactions qui excèdent 1 million de dollars, qui rapportent 2 millions de dollars récurrents;
- Une augmentation de la taxe sur les terrains vagues desservis, qui génère un revenu annuel de 3,5 millions de dollars;
- Le transfert de la croissance de la TVQ, un gain historique dont nous commençons à récolter les fruits, et qui devrait nous rapporter pour débiter autour de 24,7 millions de dollars pour la période de 2020 à 2024.

La pandémie pourrait affecter les projections de la croissance de la TVQ, mais on peut affirmer qu'entre 2018 et 2024, ces trois mesures auront progressivement permis d'aller chercher à terme, annuellement, autour de 13 millions de dollars ailleurs que dans les poches des contribuables résidentiels, ce qui équivaut à des hausses de taxes évitées de plus de 2 pour cent. Nous en sommes très fiers.

Il s'agissait du premier plan de diversification des revenus dans l'histoire de la Ville. Nous en adopterons un second dans les mois à venir pour guider le prochain conseil lors de la préparation des futurs budgets.



Conclusion

Alors que nous entamons la dernière année de ce mandat, je suis extrêmement fier des changements que nous avons apportés depuis 2013.

La gouvernance a été revue et modifiée : les mandats du conseil s'amorcent désormais avec l'adoption d'un programme sur quatre ans, qui se décompose ensuite dans les commissions et comités, dont nous avons aussi revu les rôles et la structure tout en donnant plus de pouvoirs à la présidence. Nous travaillons désormais avec une vision et des objectifs sur au moins quatre ans qui donnent des résultats mesurables.

De grandes réformes ont été apportées dans plusieurs services clés : je pense d'abord et avant tout aux efforts colossaux accomplis au Service de l'urbanisme, mais aussi au Service des infrastructures, à la STO et dans tout notre écosystème économique. La Ville est un outil qui doit s'adapter aux besoins de sa communauté et aux défis auxquels elle fait face.

Nous avons investi ou réinvesti dans des domaines de grande importance. Nous avons investi massivement en environnement. Nous avons redonné à notre réseau de bibliothèques l'importance qu'il mérite, par des investissements, mais aussi grâce au premier concours d'architecture de l'histoire de Gatineau. Nous avons fait des choix courageux pour protéger notre patrimoine. Nous jouons aussi notre rôle dans la lutte aux inégalités. J'ai parlé plus tôt du premier cadre de référence municipal en itinérance, j'aurais pu parler de nos investissements dans le logement, un outil puissant de lutte à la pauvreté.

Finalement, et c'est un des éléments dont les Gatinoises et les Gatinois sont fiers, Gatineau prend désormais sa place, défend ses intérêts, fait parler d'elle comme elle le mérite. Que ce soit à l'UMQ ou à la FCM, par des visites de ministres ou de premiers ministres qui auparavant ne venaient que rarement, par nos présences en commissions parlementaires, par notre présence dans les médias nationaux, nous prenons la place qui nous revient, nous faisons connaître nos succès, nous défendons nos droits et nous allons, de plus en plus, chercher ce qui nous est dû.

Évidemment, il reste de grands chantiers à terminer. J'ai déjà parlé de la diversification des revenus, l'autonomie municipale n'en est qu'à ses premiers balbutiements, avec l'aide de la technologie nous pouvons encore réduire nos dépenses, nous devons faire encore plus pour les changements climatiques, et j'en passe.

Même si nous avons encore beaucoup à faire, Gatineau est de plus en plus sûre d'elle, de plus en plus fière, elle prend de la maturité et agit dorénavant, j'allais dire enfin, comme la métropole de l'ouest du Québec. Ce quatrième et dernier budget de ce mandat est un moyen de plus de faire progresser Gatineau sur tous les fronts.

Merci, et bonne soirée.

Le maire,

Maxime Pedneaud-Jobin